

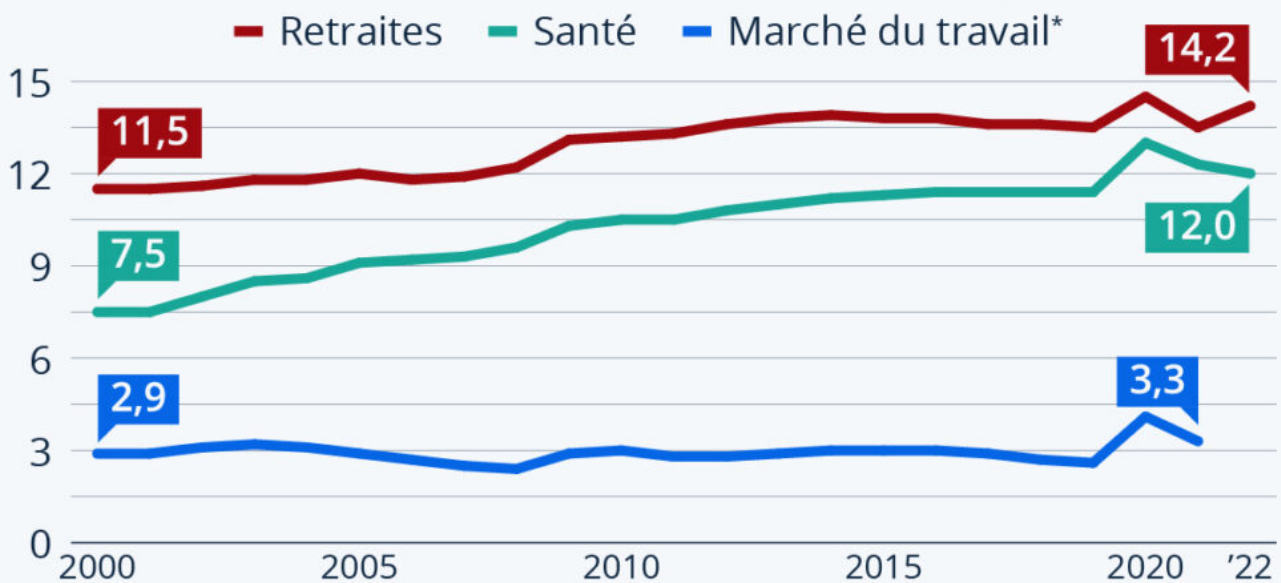
# Comment les dépenses sociales ont évolué en France depuis 2000 ?

## L'évolution des dépenses sociales en France

Dépenses publiques de protection sociale exprimées en pourcentage du PIB (sélection de postes de dépenses)

Total en 2000 : **28,5 %**

Total en 2022 : **32,2 %**



\* Inclut : services publics de l'emploi, formation, aides à l'embauche et à la création d'emplois, allocations de chômage. Dernière donnée disponible : 2021.

Sources : OCDE, Drees



**statista**

Écrit par le 5 avril 2025

Selon les chiffres publiés par la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees), la France dépensait l'équivalent de 32,2 % de son PIB pour les [prestations sociales](#) en 2022 (dernière année disponible), soit un chiffre supérieur de cinq points à la [moyenne de l'Union européenne](#) qui se situe à environ 27 % du PIB. Comme l'indique notre graphique basé sur les données de l'[OCDE](#) et de la [Drees](#), depuis le début du siècle, la part des dépenses sociales dans le PIB en France a augmenté de près de 4 points de pourcentage (contre une hausse de 2 points dans l'UE).

Dans le détail, ce sont les [dépenses publiques](#) de santé qui ont le plus augmenté, avec une part passée de 7,5 % à 12,0 % du PIB entre 2000 et 2022 (+4,5 points de pourcentage). De leur côté, les dépenses consacrées aux pensions de [retraite](#) étaient en hausse de près de 3 points depuis le début du siècle, atteignant 14,2 % en 2022. La hausse des dépenses dans ces deux postes est notamment liée au [vieillessement de la population](#).

En comparaison, rapportées au PIB, les dépenses dédiées au marché du travail — incluant les services publics de l'emploi, la formation, les aides à l'embauche et à la création d'emplois, ainsi que les [allocations chômage](#) — sont restées relativement stables sur la période étudiée, soit autour de 3 % du PIB (hormis un pic à 4 % en 2020).

Il est important de noter que les pics de dépenses rapportées au PIB de 2009 et de 2020 correspondent à des années pour lesquelles le produit intérieur brut s'est fortement contracté, du fait respectivement de la crise financière mondiale et de la pandémie de Covid-19.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

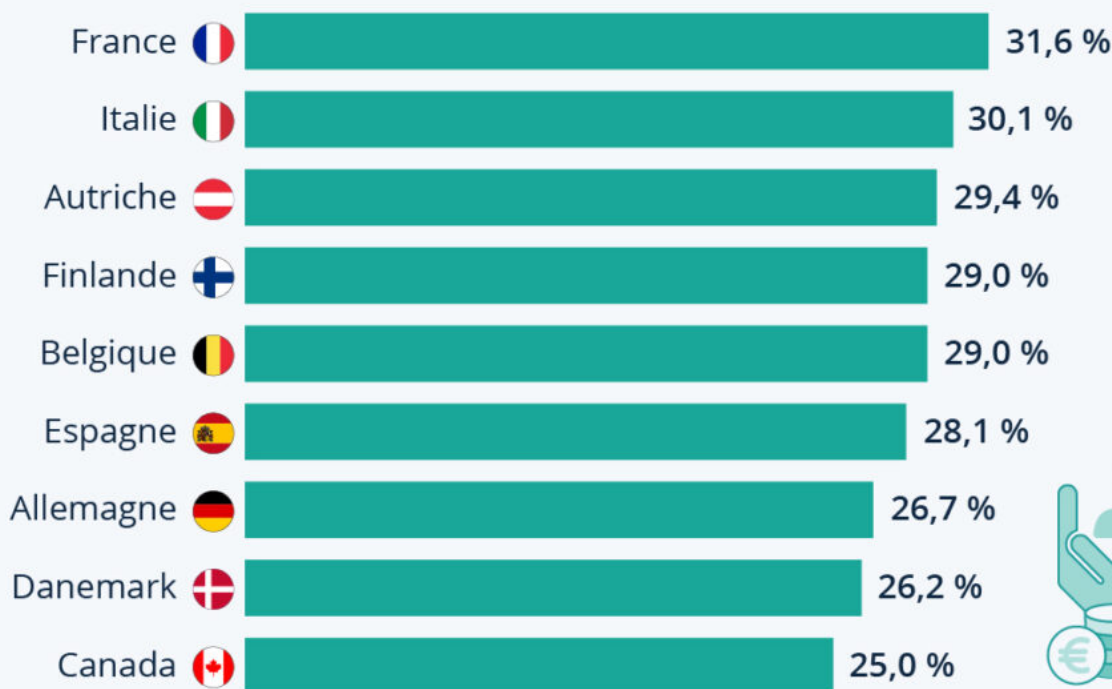
---

## La France reste championne des dépenses sociales

Ecrit par le 5 avril 2025

# La France reste championne des dépenses sociales

Dépenses sociales publiques exprimées en % du PIB national en 2022, pour une sélection de pays de l'OCDE \*



\* Données de 2020 pour le Canada.

Source : OCDE



statista 

Comme le révèlent les dernières [données](#) publiées par l'Organisation de coopération économique, la France reste le pays riche qui consacre le plus d'argent aux prestations sociales.

Les dépenses sociales de l'Hexagone représentaient 31,6 % du PIB national en 2022, un chiffre en légère baisse après le niveau record de 32 % atteint en 2015 et 2016. Ces dépenses couvrent l'ensemble des

Ecrit par le 5 avril 2025

[prestations sociales](#) publiques : [retraite](#), santé, famille, emploi, etc. Et si la France n'est pas la plus dépensière dans chacune de ces catégories, elle reste parmi les pays les plus généreux pour chacune d'entre elle, ce qui explique sa première place au classement général.

Proche du niveau de l'Hexagone, on retrouve des pays voisins comme l'Italie (30,1 % du PIB), l'Espagne (28,1 % du PIB) et la Belgique (29 % du PIB), mais aussi des pays nordique comme la Finlande (29 % du PIB) et le Danemark (26,2 % du PIB). La moyenne de l'OCDE se situe à 21,1 % et ce sont des pays comme la Corée du Sud (14,8 % du PIB), l'Irlande (12,8 % du PIB), la Turquie (12,4 % du PIB) ou encore le Mexique (7,4 % du PIB) qui figurent parmi les moins dépensiers de l'OCDE en rapport à leur PIB.

De Claire Villiers pour [Statista](#)